



La CSI pour la démocratie

Note d'orientation à l'intention des syndicalistes



POUR LA  CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE
DEMOCRATIE

TABLER DES MATIÈRES

3

AVANT-PROPOS

4

**EN QUOI LA DÉMOCRATIE
CONCERNE-T-ELLE LES SYNDICATS?**

6

**LA NÉCESSITÉ DE PRENDRE DES
MESURES D'URGENCE**

9

**LA DÉMOCRATIE POUR UN NOUVEAU
CONTRAT SOCIAL**

11

**TROIS ARÈNES DE LUTTE: AU TRAVAIL,
AUX NIVEAUX NATIONAL ET MONDIAL**

14

**PARTICIPEZ À LA CAMPAGNE
SYNDICALE EN FAVEUR DE LA
DÉMOCRATIE**

AVANT-PROPOS



Dans un monde où la survie même de la démocratie est menacée, le rôle des syndicats dans la protection et la promotion des valeurs démocratiques n'a jamais été aussi crucial. Cette note d'orientation constitue, dès lors, un appel à l'action lancé aux syndicalistes et aux défenseurs de la démocratie aux quatre coins du monde.

La question de la pertinence de la démocratie pour les syndicats n'est pas une question purement rhétorique; elle constitue le fondement des principes et de la mission de notre mouvement. Les travailleurs et les travailleuses dans le monde entier ont subi, pendant trop longtemps, les conséquences de politiques qui affaiblissent leurs droits, nuisent à leur qualité de vie et mettent en péril le tissu de nos sociétés. Des effets dévastateurs des politiques néolibérales aux menaces existentielles que représentent le changement climatique et les bouleversements technologiques, les défis auxquels nous sommes confrontés sont variés et étroitement liés.

Toutefois, face à ces défis, les syndicats se dressent comme un phare d'espoir et d'action. Notre histoire est riche d'exemples de résilience et de solidarité, de batailles livrées et remportées au nom de la justice, de l'égalité et de la démocratie. C'est sur la base de cet héritage que nous devons nous attaquer aux problèmes les plus pressants de notre époque.

Cette note d'orientation non seulement décrit les menaces pour la démocratie, mais trace également la voie vers la résistance et le changement, au coeur de laquelle se trouve notre appel à un nouveau contrat social – une vision du monde où l'économie est au service de l'humanité, où les droits sont protégés et la planète est préservée pour les générations à venir. Cette vision repose sur les principes de solidarité, de justice et, surtout, d'engagement démocratique.

En tant que syndicats, nous sommes particulièrement bien placés pour mener la lutte pour la démocratie. Nos structures promeuvent la délibération et l'action collectives, en donnant les moyens d'action aux travailleurs et aux travailleuses pour qu'ils défendent leurs droits et intérêts. Nous démontrons le pouvoir de l'action collective et l'importance de faire front ensemble contre l'adversité.

Nous devons nous engager dans la lutte pour la démocratie sur tous les fronts: sur notre lieu de travail, dans nos pays et à l'échelon mondial. Ensemble nous pouvons construire un monde qui reflète nos valeurs et aspirations.

Oeuvrons ensemble pour la démocratie et un nouveau contrat social, un avenir où la dignité du travail et les droits des travailleurs et des travailleuses occupent une place centrale. Grâce à nos efforts collectifs, nous pouvons garantir un monde juste, équitable et durable pour toute l'humanité.

Salutations solidaires!

Jordania Ureña Lora
Secrétaire générale adjointe

Luc Triangle
Secrétaire général

Eric Mwezi Manzi
Secrétaire général adjoint

EN QUOI LA DÉMOCRATIE CONCERNE-T-ELLE LES SYNDICATS?

Cette question requiert une réponse réfléchie de la part des 200 millions de travailleurs et de travailleuses qui composent la Confédération syndicale internationale (CSI). Pour y répondre, nous devons aller au-delà de la simple référence à la 'démocratie' en tant que valeur à laquelle nous restons attachés ou de l'utilisation du terme 'démocratiques' pour décrire notre organisation. C'est une question que se posent, en cette période particulière de l'histoire, des millions de travailleurs et de travailleuses – dont les familles souffrent de la faim ou sont sans logement, n'ont pas accès à un air pur ni à une eau propre et ne bénéficient d'aucune sécurité au travail.



« QUE NOUS APPORTE LA DÉMOCRATIE? »

Dans les pays longtemps considérés comme des modèles de prospérité et de démocratie, la qualité de vie des travailleurs/euses et leurs conditions de travail se sont détériorées

en raison du désinvestissement, de la déréglementation et de la désorganisation sociale résultant du néolibéralisme. Dans les pays sortant du colonialisme, de l'occupation ou de la dictature, les politiques de l'austérité imposées de l'extérieur ou mises en oeuvre par

des acteurs corrompus de l'intérieur les privent d'un avenir prometteur.

Face aux crises qui s'accroissent en matière de santé publique, de changement climatique et d'évolution des technologies et aux tensions géopolitiques qui dégénèrent en violence, les travailleurs et les travailleuses souhaitent ardemment une explication du monde qui reflète leur expérience personnelle. Qui plus est, les travailleurs/euses continuent de chercher un moyen de prendre leur vie en main.

Par le passé, de telles situations ont débouché sur le renversement d'anciens régimes oppressifs et l'instauration de nouvelles formes de gouvernement et d'organisation sociale plus dignes. Les syndicats ont souvent été au cœur de ces luttes. Nous nous sommes organisés, nous avons évalué les menaces et les occasions qui se sont présentées et nous avons lutté ensemble pour un monde nouveau. Nous avons exigé davantage des employeurs et de l'État: une rémunération plus élevée et une meilleure protection, du temps libre, une justice et une restitution. En outre, nous avons lutté pour davantage de délibération, d'inclusion et de participation, pour une approche globale et collective régissant notre vie personnelle et professionnelle. En d'autres termes, nous avons lutté **pour la démocratie**. Notre force motrice était l'engagement selon lequel ensemble nous pouvions trouver les réponses et prendre le contrôle de notre avenir collectif.

La démocratie – le processus qui consiste à établir collectivement les valeurs, les droits et les principes définis pour le bien commun des citoyens et de la planète et à en rendre compte

– est une proposition aussi radicale aujourd'hui que lorsqu'elle a été conçue initialement. À l'heure actuelle, ce projet inachevé doit faire face à des menaces sans précédent. Qui plus est, il s'agit d'un projet des travailleurs et des travailleuses; quelle que soit la démocratie qui existe dans le monde actuellement, elle existe dans la mesure où nous l'avons conquise de haute lutte.

Les syndicats sont les artisans de la démocratie. Des millions de personnes expriment leur point de vue pour la première fois au sein de leur syndicat. Elles apprennent à se protéger mutuellement. Elles découvrent les bénéfices de la délibération collective et le pouvoir de l'action collective. Des générations de syndicalistes se sont battus et ont payé de leur vie, ont été jugés et exécutés pour avoir promu les droits démocratiques. Et aujourd'hui, des centaines de syndicalistes sont emprisonnés, assignés à résidence ou jugés pour avoir continué à les défendre.

Dans les Statuts adoptés lors de son Congrès fondateur, la CSI – la plus grande organisation syndicale du monde – « s'engage à promouvoir la démocratie et à **agir pour la protéger où que ce soit**, afin que toutes et tous bénéficient des conditions qui permettent de jouir du plein exercice de tous les droits humains, universels, indivisibles et inaliénables. »

L'heure est venue de prendre des mesures fermes en faveur de la démocratie. Un nouvel ordre mondial étant actuellement mis en place, le mouvement syndical international doit veiller à ce que ce soient les travailleurs et les travailleuses qui posent les jalons pour que la démocratie puisse prévaloir.

LA NÉCESSITÉ DE PRENDRE DES MESURES D'URGENCE

La démocratie fait l'objet d'atteintes aux quatre coins du monde. Nous assistons à une montée des régimes autoritaires et totalitaires qui ne respectent pas les limites de leur pouvoir ni ne protègent la liberté ou les droits des travailleurs/euses, des minorités, de la société civile ou des syndicats. Nous sommes confrontés à une augmentation de l'emprise des entreprises, débouchant sur le démantèlement des libertés civiles et des droits syndicaux établis et une aggravation des inégalités économiques. Le Myanmar et l'Iran sont soumis à une répression meurtrière, et les syndicats font l'objet d'une dissolution à Hong Kong et au Bélarus. D'autres régions sont en proie à une déstabilisation profonde des processus politiques dans les démocraties établies où les oligarques exercent désormais un pouvoir croissant et les extrémistes utilisent les médias traditionnels et les plateformes médiatiques modernes pour diffuser des discours politiques de l'extrême droite et de la désinformation.



La confiance de la population dans la démocratie et les institutions est en forte baisse, en particulier parmi les jeunes. Une enquête effectuée en 2023 révèle que 82 pour cent des personnes affirment qu'elles préfèrent

vivre dans une démocratie, alors que, parmi la population de 18 à 35 ans, ce chiffre tombe à 57 pour cent, dont 42 pour cent exprimant son appui à un régime militaire.¹

¹ Open Society Foundations (2023). *Open Society Barometer: Can Democracy Deliver?* (en anglais).

Ce n'est pas un hasard si cette situation reflète les attaques portées dans le monde contre l'affiliation syndicale. Lorsque les pays affichent un taux élevé de syndicalisation et de couverture des négociations collectives, les richesses et le pouvoir sont répartis plus équitablement.

Un rapport de 2023 de l'Institut V-Dem désigne la Norvège – où le taux de syndicalisation s'élève à 49 pour cent et le taux de couverture des négociations collectives à 72,5 pour cent – comme la démocratie la plus délibérative et égalitaire du monde.² Toutefois, des chercheurs ont également constaté que « le taux de syndicalisation a baissé dans l'ensemble du monde développé et que, dans la plupart des pays, l'avantage salarial syndical a également diminué. »³ **Plus de 60 pour cent de la population active adulte dans le monde gagne ses revenus dans l'économie informelle**, privée d'accès à la protection sociale et du droit syndical.⁴

Ces tendances inquiétantes sont étroitement liées à l'augmentation des atteintes aux droits des travailleurs, clairement illustrées dans l'*Indice CSI des droits dans le monde* au cours de la dernière décennie. En 2023, dans 87 pour cent des pays, le droit de grève a été bafoué et, dans 79 pour cent, le droit de négociation collective a été violé.⁵ Ces attaques et l'augmentation simultanée des inégalités économiques et de l'insécurité sont les principaux motifs du mécontentement des citoyens, offrant un terrain fertile aux discours empreints d'intolérance et de haine diffusés par les groupes d'extrême droite.

Au lieu de créer des économies plus fortes afin de soutenir un État social plus inclusif, les

politiques d'austérité du capitalisme, qui ont privatisé les profits et ont socialisé les coûts, ont ressuscité le nationalisme, le populisme, la xénophobie, l'antisémitisme, l'islamophobie, le déni climatique et de nouvelles formes de fascisme. Une étude portant sur plus de 200 élections dans plusieurs pays européens révèle que la **politique d'austérité a « conduit à une augmentation significative de la proportion de voix des partis extrémistes**, à une baisse du taux de participation électorale et à une augmentation de la fragmentation politique ».⁶ Lorsque la gouvernance démocratique donne lieu à des abus et trahit la confiance de l'électorat en adoptant des politiques peu populaires qui n'améliorent pas les conditions d'existence de la main-d'oeuvre et ne donnent aucun espoir à ses enfants, les travailleurs et les travailleuses recherchent inévitablement des alternatives qui promettent de répondre à leurs besoins. Les populistes saisissent cette occasion pour remporter des élections et, une fois élus, procèdent au démantèlement des fondements de la démocratie.

Des victoires électorales de la droite en Argentine et aux Pays-Bas aux résurgences du nationalisme au Royaume-Uni et en Inde, en passant par les coups d'État d'Amérique du Sud à l'Afrique et les attaques brutales contre des syndicalistes du Nigéria aux Philippines, **aucun continent n'est à l'abri de cette montée des forces antidémocratiques**. Le multilatéralisme est remplacé par des blocs régionaux et géopolitiques, ce qui aggrave les tensions politiques et économiques. Des conflits armés et, dans certains cas, des guerres ouvertes font rage dans toutes les régions et la menace des armes de destruction massive ne cesse d'augmenter. Plus de 70 pays sont au bord de l'effondrement sous le poids d'une crise



² V-Dem Institute (2023). *Democracy Report 2023: Defiance in the Face of Autocratization* (en anglais).

³ Schnabel, Claus (2020). *Union Membership and Collective Bargaining: Trends and Determinants. IZA DP No. 13465* (en anglais).

⁴ Organisation internationale du travail (2018). *Femmes et hommes dans l'économie informelle: Un panorama statistique*.

⁵ Confédération syndicale internationale (2023). *Indice des droits dans le monde*.

⁶ Ricardo Duque Gabriel, Mathias Klein et Ana Sofia Pessoa (2022). *The Political Costs of Austerity* (en anglais).

de la dette prévue mais négligée depuis des années.⁷ L'urgence climatique s'accélère, emportant des vies humaines et détruisant des sources de revenu, tandis que les grandes sociétés et leurs alliés politiques résistent à une transition juste. La croissance exponentielle et non réglementée par imprudence dans le secteur des technologies, notamment numérique, comporte d'énormes risques sociaux, économiques et politiques.

Ce n'est que grâce à un mouvement réellement démocratique qui va au-delà des frontières et des secteurs, de l'âge et du genre, des races et des religions et qui dispose du pouvoir, de la présence et de la responsabilité nécessaires pour transformer les institutions dans chaque village, pays et instance mondiale qu'il sera possible de faire face à ces tendances de manière durable. **Nous sommes ce mouvement. Il est temps que les syndicalistes assument leur rôle et soient soutenus en ce sens en tant que principaux militants, défenseurs et figures de la lutte pour la démocratie.**

Heureusement, nous ne devons pas lutter seuls. Le *Sondage d'opinion mondial 2022* de la CSI révèle que 69 pour cent des personnes considèrent que le système économique favorise les riches et 67 pour cent pensent que les syndicats devraient jouer un rôle important pour remédier à ces problèmes.⁸ Le sondage souligne également que les citoyens réclament des actions du gouvernement concernant des questions étroitement liées aux revendications syndicales. Dans les pays où les syndicats font l'objet d'attaques incessantes depuis des décennies, comme aux États-Unis, le soutien de l'opinion publique aux syndicats et aux grèves des travailleurs/euses n'a jamais été aussi important depuis 60 ans.⁹

⁷ Fischer, A.M. and Storm, S. (2023). *The Return of Debt Crisis in Developing Countries: Shifting or Maintaining Dominant Development Paradigms?* *Dev Change*, 54: 954-993.

⁸ Confédération syndicale internationale (2022). *Sondage d'opinion mondial de la CSI*.

⁹ Gallup (2022). *U.S. Approval of Labor Unions at Highest Point Since 1965 1965* (« Le soutien aux syndicats aux États-Unis est au plus haut depuis 1965 ») (en anglais).

LA DÉMOCRATIE POUR UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL

Lors du rassemblement de la plupart des syndicats démocratiques du monde à l'occasion du Congrès mondial de la CSI en novembre 2022, nous avons convenu « qu'un nouveau contrat social est aujourd'hui plus urgent que jamais afin de mettre l'économie au service de l'humanité et de sauver les personnes et la planète de la menace de destruction. »



Le nouveau contrat social représente la transition du contrat social rompu en vigueur, fondé sur des systèmes politiques et économiques inéquitables, à un contrat social basé sur la solidarité, la justice, la paix, la liberté et la démocratie. Dans la déclaration approfondie et détaillée que nous avons adoptée, nous appelons à un

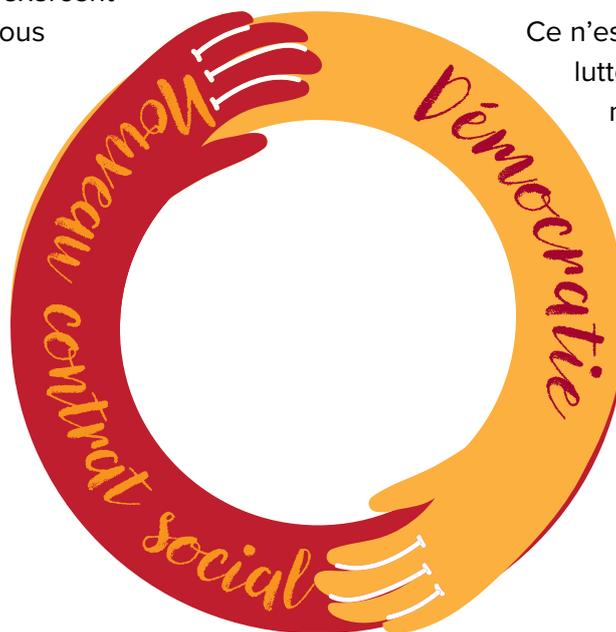
nouveau contrat social qui repose sur six revendications: l'emploi, les droits, les salaires, la protection sociale, l'égalité et l'inclusion. Ces revendications abordent également « l'accélération et la convergence de trois tendances à l'échelle mondiale » qui ont une incidence sur l'économie mondiale et les sociétés, à savoir le changement climatique,

la santé publique et les changements technologiques.

En analysant la situation mondiale à peine deux ans plus tard, nous nous trouvons confrontés à un scénario familier aux générations de syndicalistes qui nous ont précédés. Les progrès que nous souhaitons voir, dont nous avons effectivement besoin pour sauver l'humanité et notre planète, ne seront accomplis que si les travailleurs et les travailleuses du monde exercent leur pouvoir. L'histoire nous a montré que la voie la plus efficace et la plus durable vers le pouvoir est fondée sur la démocratie.

Nous avons pu observer le sort des travailleurs et des travailleuses

sous la domination de juntes, d'oligarques et d'autocrates: disparitions, morts et destruction sociale. Nous optons pour la démocratie. Non pas une démocratie creuse, dans laquelle prévalent les mêmes politiques pendant que les aspirations de la majorité sont ignorées, mais bien une démocratie solide dans laquelle les travailleurs et les travailleuses tracent ensemble la voie dans nos communautés, lieux de travail, pays et institutions internationales. Nous choisissons une **véritable** démocratie.



Ce n'est qu'en remportant cette lutte **pour la démocratie** que nous pourrons instituer le nouveau contrat social dont le monde a besoin de toute urgence. Et c'est par l'action en faveur du nouveau contrat social que la démocratie pourra être maintenue et reconstruite.

TROIS ARÈNES DE LUTTE: AU TRAVAIL, AUX NIVEAUX NATIONAL ET MONDIAL



La bonne nouvelle est que cette lutte a déjà commencé. Chaque jour, sur leur lieu de travail, que ce soit dans les mines en Indonésie ou en Bolivie, sur les marchés au Sénégal ou dans les domiciles privés au Bahreïn, les travailleurs et les travailleuses luttent pour la démocratie. En coopération avec les mouvements sociaux, les syndicats renforcent le pouvoir indépendant et collectif afin de contrer les forces de division et de consolider la position des travailleurs et des travailleuses au sein de la société. Aux quatre coins du monde, les citoyens militent en faveur des « éléments essentiels de la démocratie » définis par les Nations unies, notamment:

- le respect des droits humains et des libertés fondamentales;
- la liberté syndicale;
- la liberté d'expression et d'opinion;
- l'accès au pouvoir et son exercice conformément à l'État de droit;
- la tenue d'élections périodiques libres et équitables au suffrage universel et au scrutin secret, assurant l'expression de la volonté des électeurs;

- un système pluraliste de partis et d'organisations politiques;
- la séparation des pouvoirs;
- l'indépendance du pouvoir judiciaire;
- la transparence et l'obligation pour l'administration publique de rendre des comptes;
- des médias libres, indépendants et pluralistes.

Le succès à long terme de ces luttes dépend du succès des syndicats dans **trois principaux domaines où la démocratie est la plus menacée aujourd'hui**. C'est pourquoi, nous ferons campagne:

A. POUR LA DÉMOCRATIE AU TRAVAIL, EN:

- faisant valoir notre droit fondamental à la liberté syndicale et le droit syndical;
- faisant valoir notre droit fondamental de faire grève;
- réclamant la négociation collective et le dialogue social;
- manifestant notre solidarité à tous les travailleurs et les travailleuses, indépendamment de leur statut, classification ou secteur;
- réclamant une égalité de rémunération et de traitement pour les travailleurs et les travailleuses sans distinction de race, de couleur, de sexe, de religion, d'opinion politique, d'ascendance nationale, d'origine sociale, de handicap, d'âge, d'orientation sexuelle, d'état de santé, de situation familiale;
- réclamant une égalité de pouvoir dans les processus décisionnels qui ont une incidence sur notre santé, notre sécurité, notre environnement et nos perspectives d'emploi, y compris durant la transition industrielle et écologique;
- exigeant l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail;
- mettant en pratique notre engagement en faveur de la démocratie et d'une représentation égale au sein de nos structures syndicales.

B. POUR LA DÉMOCRATIE DANS LES SOCIÉTÉS ET AU NIVEAU NATIONAL, EN:

- faisant valoir notre droit fondamental de nous exprimer librement, de nous réunir et de manifester;
- exigeant des États qu'ils garantissent de manière équitable la sécurité à toutes les personnes;
- réclamant des systèmes fiscaux équitables et justes dans lesquels les entreprises et les riches contribuent équitablement à nos sociétés;

- promouvant l'égalité entre hommes et femmes;
- mettant fin à la domination des entreprises multinationales, des groupes de pression d'investisseurs et d'entreprises et des institutions monétaires sur l'élaboration de politiques nationales;
- protégeant et étendant des services publics de qualité et accessibles à tous;
- exigeant une transition juste qui protège notre planète et toute la population;
- contrant la montée des idéologies d'extrême droite, du nationalisme, du militarisme et de la supériorité raciale;
- faisant valoir notre droit fondamental à la libre circulation et à l'autodétermination;
- exigeant l'égalité d'accès à la protection sociale et son extension, et l'accès universel à la santé et l'éducation pour tous ceux et celles qui vivent dans nos sociétés.

C. POUR LA DÉMOCRATIE AU NIVEAU MONDIAL, EN:

- réclamant une réforme globale des structures économiques internationales pour ouvrir la voie à des processus décisionnels plus démocratiques et inclusifs, qui privilégient le bien-être des citoyens, les droits humains et les normes internationales du travail au détriment du profit privé;
- protégeant et promouvant le multilatéralisme démocratique afin que nos institutions traduisent la volonté des travailleurs et des travailleuses dans tous les pays;
- accélérant les progrès accomplis pour atteindre et dépasser les Objectifs de développement durable;
- développant une architecture budgétaire juste et de nouveaux instruments financiers qui transfèrent les coûts des progrès à l'échelle mondiale à ceux qui en ont les moyens plutôt qu'à ceux qui aujourd'hui souffrent le plus, et promouvant leur adoption;
- luttant pour obtenir la remise de la dette qui menace la stabilité des économies en développement et exiger des systèmes financiers qu'ils répondent aux besoins des citoyens en matière de développement plutôt que d'imposer des règles qui ne favorisent qu'eux-mêmes;
- promouvant la paix dans le cadre du programme relatif à la sécurité commune.

En conjuguant nos efforts dans ces trois domaines dans le cadre d'une campagne unifiée, nous établissons une relation claire entre les organisateurs et les défenseurs à tous les niveaux de l'activité sociale et syndicale. De

concert avec nos alliés dans les mouvements sociaux, environnementaux et démocratiques aux niveaux national et mondial, nous mettrons tout en oeuvre pour lutter *pour la démocratie*.



PARTICIPEZ À LA CAMPAGNE SYNDICALE EN FAVEUR DE LA DÉMOCRATIE

NOUS AVONS TOUS UN RÔLE À JOUER DANS CETTE CAMPAGNE:

-  Consultez le site ituc-csi.org/fordemocracy pour appuyer les actions mondiales et nationales qui seront menées ce mois-ci.
-  Les organisations affiliées à la CSI et les organisations alliées: communiquez vos prochaines actions de campagne pour la démocratie à la CSI à l'adresse goa@ituc-csi.org.
-  Mettez en pratique la démocratie en organisant un syndicat sur votre lieu de travail. [Trouvez ici votre fédération sectorielle.](#)
-  Soutenez les revendications syndicales dans votre pays. [Trouvez ici votre centrale syndicale nationale.](#)
-  Appelez votre gouvernement à soutenir les revendications de la campagne syndicale en faveur de *la démocratie*. Trouvez le représentant permanent de votre gouvernement [auprès de l'ONU](#) et vos [délégués auprès de l'OIT](#).



POUR LA CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE
DEMOCRATIE

CSI
Confédération syndicale internationale

info@ituc-csi.org

www.ituc-csi.org

Téléphone: +32 (0)2 224 02 11

Boulevard du Jardin Botanique, 20
1000 Bruxelles - Belgique

Éditeur légalement responsable:
Luc Triangle, secrétaire général

